



Cash	\$50	\$60
Accounts receivable	500	520
Inventory	750	770
Current assets	\$1,300	\$1,350
Fixed assets (net)	500	550
Total assets	\$1,800	\$1,900
Liabilities and equity		
Notes payable to banks	\$100	
Accounts payable	590	
Interest payable	10	
Current liabilities	\$700	\$700
Long-term debt	300	350
Deferred income tax	300	310
Capital stock	400	400
Retained earnings	100	130
Total liabilities & equity	\$1,800	\$1,900

The Income Statement and the Cash Flow from Operations for Private Held Company follow:

Sales	90,000		Net Income	
COGS	20,000		Accounts receivable	Δ
Depreciation	10,000		Debt	Δ
Wages	12,000		Δ in A	Δ
Rent	5,000		Δ in Invest	Δ
Interest	3,000		Δ in Rent	Δ
Taxes	10,000	80,000	Δ in Tax Payable	Δ
	30,000			



CRÉDITS CONSO ET COVID-19

L'UFC-QUE CHOISIR LANCE L'ALERTE SUR LA DÉFLAGRATION DES IMPAYÉS



www.quechoisir.org

UFC-Que Choisir
 Département des études et du lobby
 16/12/2020

CRÉDITS CONSO ET COVID-19

L'UFC-QUE CHOISIR LANCE L'ALERTE SUR LA DÉFLAGRATION DES IMPAYÉS

1. La crise économique, terreau fertile du crédit conso

1. Un rebond attendu de la consommation malgré la crise...
2. ... financé à grand renfort de crédit conso ?
3. Le crédit conso ne connaît pas la crise

2. Établissements prêteurs : pompiers médiocres et pyromanes notoires des crédits impayés

1. 9 milliards d'euros d'impayés de crédit conso avant la crise
2. Jusqu'à 7 fois plus de risques de ne pas pouvoir rembourser chez BNP Paribas !
3. Défaut de crédit, un risque de bascule vers le surendettement
4. Moins d'un tiers des défauts est restructuré à fin 2019

3. 2021 : l'année de tous les dangers pour les emprunteurs

1. Une explosion prévue des impayés et du surendettement avec la crise
2. Un plan d'action européen mutique sur le crédit irresponsable
3. Les ventes de crédits douteux devraient doubler pour atteindre 7 milliards d'euros en 2021

4. Demandes de l'UFC-Que Choisir



LA CRISE ÉCONOMIQUE, TERREAU FERTILE DU CRÉDIT CONSO

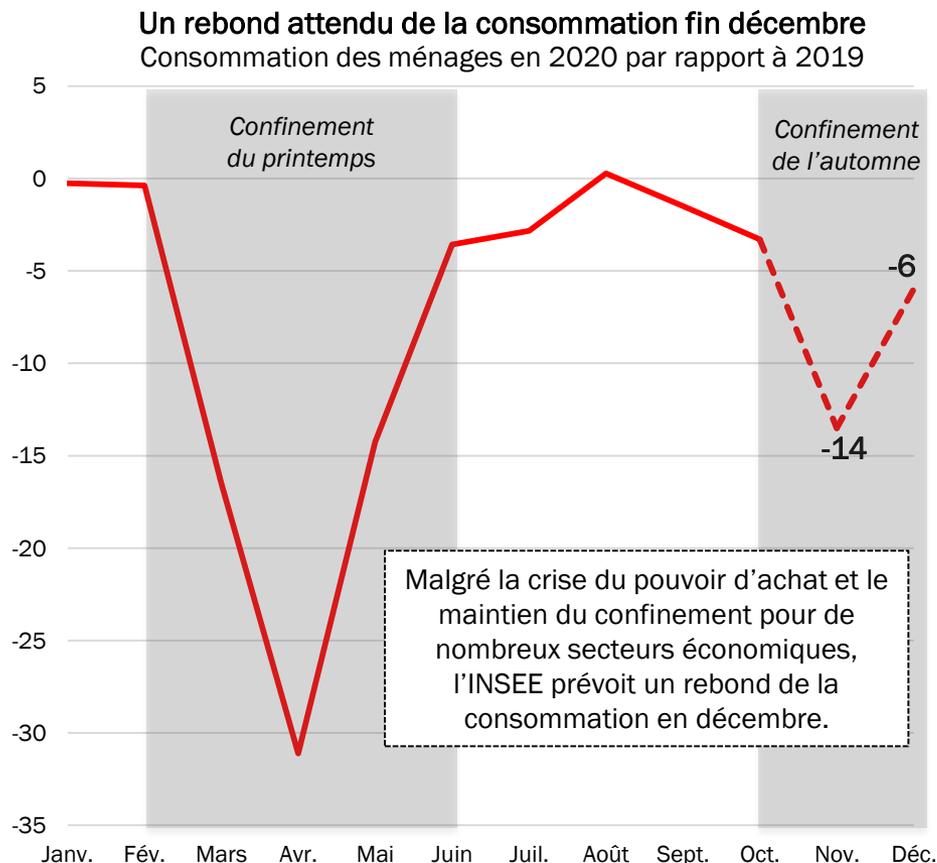
UN REBOND ATTENDU DE LA CONSOMMATION MALGRÉ LA CRISE...

❑ Un lourd tribut des ménages depuis la crise

- L'année 2020 consacre un recul inédit du pouvoir d'achat depuis 2013 ;
- Près d'un Français sur quatre a vu sa situation financière se dégrader (chômage partiel, fin de contrat, licenciement, etc.) ;
- Les catégories populaires ont puisé dans leur épargne pour maintenir leur niveau de vie.

❑ Un rebond attendu de la consommation

- Les Français peuvent plus librement consommer depuis début décembre ;
- Un fort rebond de la consommation est attendu en décembre malgré le maintien du confinement de certains secteurs (restaurants, loisirs, etc.) ;
- Il devrait profiter aux achats en magasin qui ont été empêchés (automobiles, meubles, électroménagers, etc.).



Source : Point de conjoncture du 2 décembre 2020, INSEE.

Sources :

PLF 2021, La relance, Ministère de l'économie, des finances et de la relance, septembre 2020.

Confinement : des conséquences économiques inégales selon les ménages, INSEE Première n° 1822, octobre 2020.

Dynamique de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires, Conseil d'analyse économique, Focus N° 049-2020, octobre 2020.

LA CRISE ÉCONOMIQUE, TERREAU FERTILE DU CRÉDIT CONSO

... FINANÇÉ À GRAND RENFORT DE CRÉDIT CONSO ?

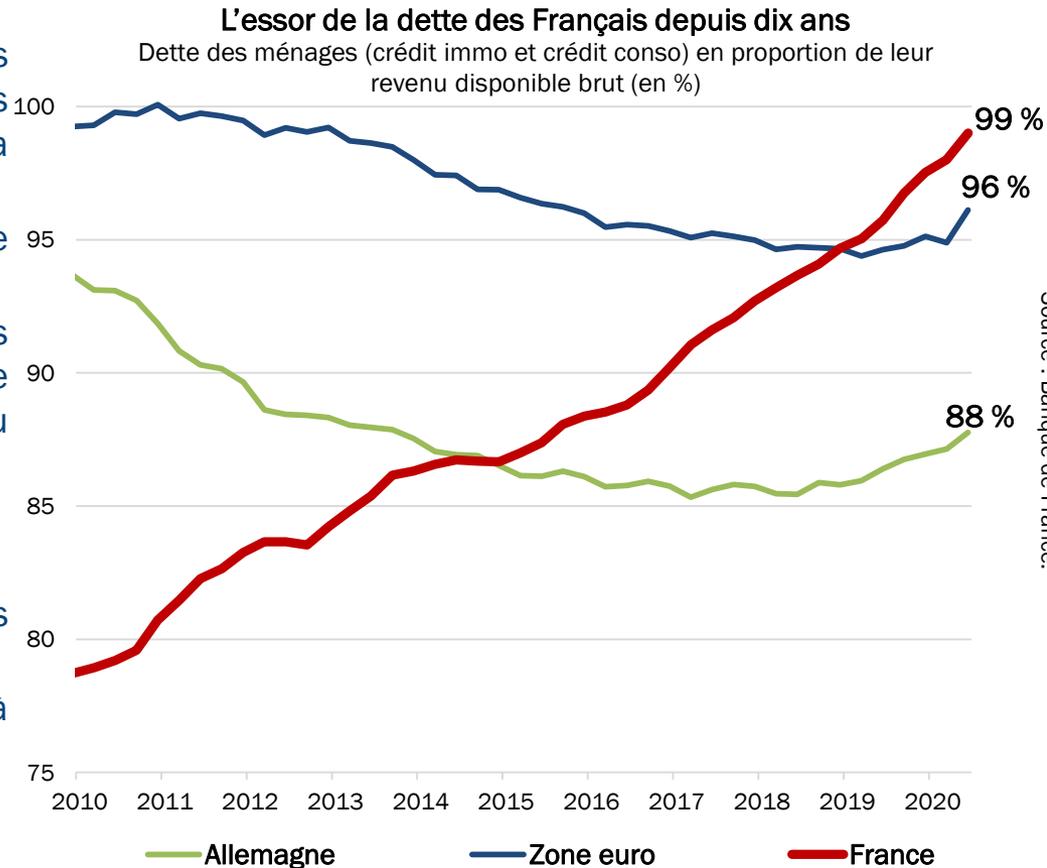
4

❑ Les Français, de plus en plus endettés

- La dette des Français (tous crédits confondus) a progressé pratiquement sans arrêt depuis 2010, contrairement à la plupart des ménages européens ;
- Elle atteint près d'une année complète de leur revenu en 2020 !
- Avant la crise déjà 14 % des emprunteurs estimaient que ces charges de remboursement étaient « trop élevées » ou « beaucoup trop élevées ».

❑ Une ruée vers les crédits pour Noël ?

- Le « budget Noël » des Français bat des records à 600 € (+ 10 %) ;
- Près d'un Français sur dix s'apprête déjà à en souscrire à cette occasion.



Sources :
Observatoire des crédits aux ménages, Fédération bancaire française, édition 2020.
4ème édition - Enquête « Budget, stratégies financières et bons plans des Français pour Noël, Cofidis-Rakuten, 2020.



LA CRISE ÉCONOMIQUE, TERREAU FERTILE DU CRÉDIT CONSO

LE CRÉDIT CONSO NE CONNAÎT PAS LA CRISE

❑ Les vannes du crédit sont grandes ouvertes

- A l'occasion du 1^{er} déconfinement, la distribution du crédit conso a atteint 3 Mds € en juin, un record depuis 2012 !
- A l'inverse de leurs voisins européens, les établissements de crédit n'ont pas resserré leurs conditions d'octroi ;
- Ils rivalisent même de campagnes « pousse-au-crime » à l'évidence incompatibles avec un prétendu « crédit responsable ».

Source : Lending survey, Banque centrale européenne, octobre 2020.

TOYOTA France Financement

TOYOTA AYGO
ROULEZ DÈS AUJOURD'HUI
ET PAYEZ VOS MENSUALITÉS DANS 6 MOIS*

À PARTIR DE
69€
/MOIS*

ENTRETIEN INCLUS*
SOUS CONDITION*
ET PRIME À LA CONVERSION
DÉDUITE*

*Voir conditions sur site

J'en profite



SOFINCO (Crédit Agricole)

Prenez votre Prêt Perso maintenant
et commencez à rembourser en 2021⁽¹⁾

2021

OFFRE DE REPORT GRATUIT
JUSQU'AU
03/01/2021



CETELEM (BNP Paribas)

PRÊT PERSONNEL CETELEM

Entrez doucement dans
votre prêt,
avec des mensualités plus légères
pendant les 6 premiers mois.



Source : site internet de Sofinco, Cetelem, Toyota France, consultés le 4/12/2020.

ÉTABLISSEMENTS PRÊTEURS : POMPIERS MÉDIOCRES ET PYROMANES NOTOIRES DES CRÉDITS IMPAYÉS

9 MDS € D'IMPAYÉS DE CRÉDIT CONSO AVANT LA CRISE

❑ Qu'est-ce qu'un crédit « en défaut » ?

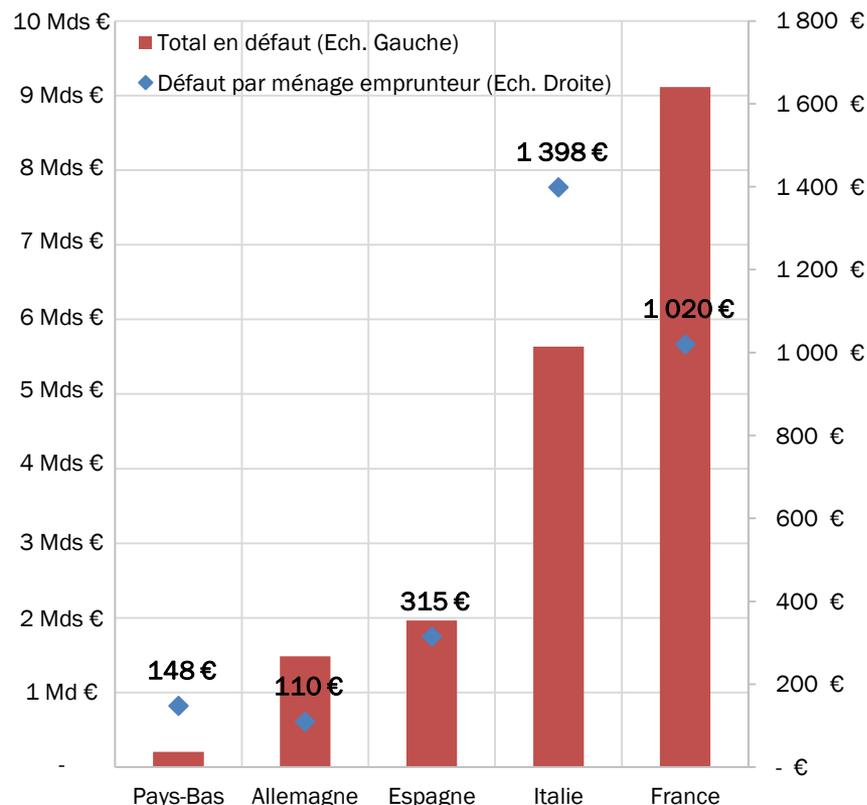
- Un crédit est « en défaut » quand une échéance n'a pas été remboursée depuis plus de 90 jours ;
- Les banques doivent distinguer ces prêts des crédits sains dans leurs bilans comptables ;
- Les établissements les plus importants fournissent ces informations à l'Autorité bancaire européenne (ABE).

❑ Les banques françaises, championnes des défauts

- L'UFC-Que Choisir a retraité ces statistiques pour isoler les défauts provenant des crédits souscrits sur chaque territoire national ;
- En France, les groupes bancaires ont accumulé plus de 9 Mds € de crédits conso impayés à fin 2019 ;
- Le montant d'impayé dépasse 1 020 euros par ménage emprunteur, soit près de dix fois plus qu'en Allemagne.

Les banques françaises, championnes des défauts

Crédits conso en défaut souscrits par les ménages à fin 2019



NB : le montant moyen en défaut par ménage est plus élevé en Italie en raison d'une moindre diffusion du crédit conso.

Source : UFC-Que Choisir à partir du Spring 2020 EU-Wide Transparency Exercise, Autorité bancaire européenne, juin 2020. Estimations à partir du nombre de taux de détention des crédits conso par les ménages du Household Finance and Consumption survey, vague 2017, BCE, 2020.



ÉTABLISSEMENTS PRÊTEURS : POMPIERS MÉDIOGRES ET PYROMANES NOTOIRES DES CRÉDITS IMPAYÉS JUSQU'À 7 FOIS PLUS D'IMPAYÉS CHEZ BNP PARIBAS !

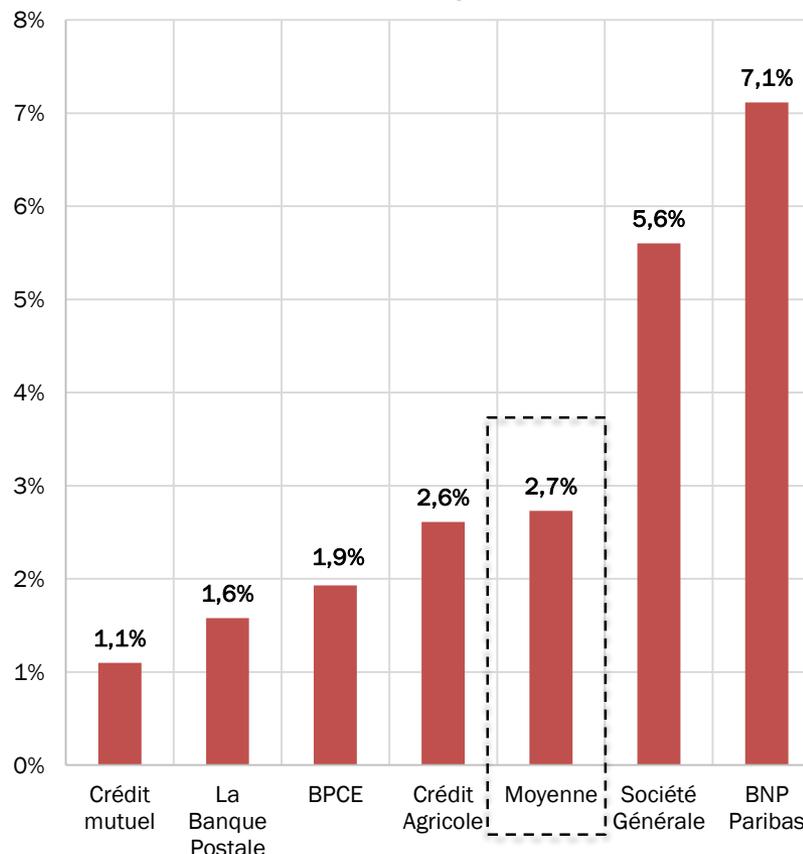
❑ Crédit conso : des impayés fréquents

- Parmi les emprunteurs du crédit conso, nombreux sont ceux qui ne peuvent pas honorer leurs échéances de remboursement ;
- 2,7 % des encours de crédits conso ne sont pas remboursés, en moyenne, en France (contre 1,2 % pour le crédit immo).

❑ Un aval implicite de certains prêteurs

- Des établissements de crédit enregistrent des taux de défaut encore plus importants. Ils sont deux fois plus élevés à la Société Générale (5,6 %) et chez BNP Paribas (7,1 %) ;
- A l'inverse, BPCE (1,9 %) et surtout Crédit mutuel (1,1 %) affichent des taux inférieurs à 2 % ;
- Ces écarts laissent craindre un sérieux manque de vigilance dans les conditions d'octroi des crédits dont les emprunteurs paient les pots-cassés.

Crédits conso : certains prêteurs plus imprudents
Taux de défaut par groupe bancaire



Source : UFC-Que Choisir à partir du Spring 2020 EU-Wide Transparency Exercise, Autorité bancaire européenne, juin 2020. Pour la Banque Postale, qui ne distingue pas le crédit conso du crédit immobilier, une estimation des défauts du crédit conso a été réalisée.

ÉTABLISSEMENTS PRÊTEURS : POMPIERS MÉDIOCRES ET PYROMANES NOTOIRES DES CRÉDITS IMPAYÉS

LE DÉFAUT DE CRÉDIT, UN RISQUE DE BASCULE VERS LE SURENDETTEMENT

❑ Des moratoires bancaires pendant la crise

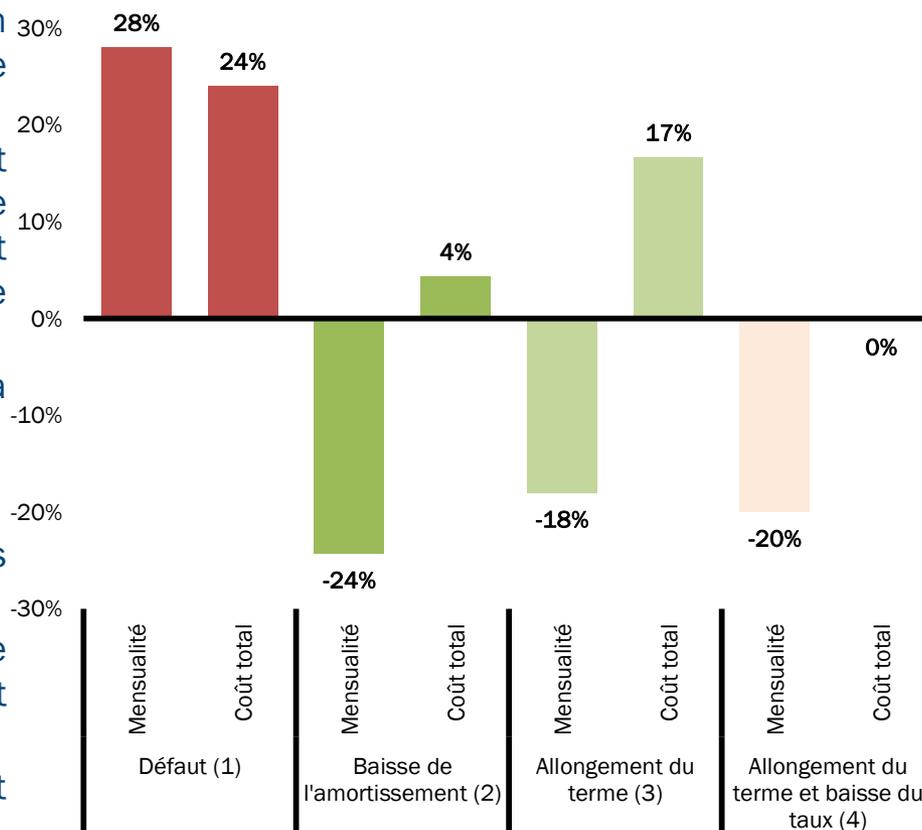
- Au printemps, les banques ont accordé au cas par cas des moratoires à des emprunteurs ;
- Les deux-tiers étant arrivés à échéance en novembre, des solutions pérennes doivent être apportées ;
- Un défaut entraîne des surcoûts qui peuvent dégrader définitivement la capacité de remboursement (+ 28 % en moyenne pendant les mois où le défaut est constaté dans notre exemple) ;
- Pour les éviter, l'emprunteur peut être incité à souscrire un crédit de « trop ».

❑ Des outils pour solutionner les défauts

- Selon la gravité de l'incident, les banques peuvent proposer des restructurations ;
- Elles peuvent être ponctuelles (baisse de l'amortissement) ou structurelles (allongement du terme avec ou sans baisse du taux) ;
- Si elles coûtent à l'emprunteur, elles reviennent bien moins chers qu'un défaut ;
- Bien calibrés, elles peuvent contribuer à rétablir durablement son budget.

Le défaut, la solution la plus défavorable aux consommateurs

Mensualités et coût total en comparaison avec le coût initial



Source : Calculs UFC-Que Choisir. Exemple pour un crédit conso de 10 000 € à 5 % sur 5 ans. (1) Le défaut est régularisé après 6 mois. Seules les pénalités contractuelles sont intégrées au calcul. (2) - 30 % pendant six mois. (3) Allongement de 12 mois. (4) Allongement de 12 mois et baisse de 1 point du taux d'intérêt.



ÉTABLISSEMENTS PRÊTEURS : POMPIERS MÉDIOCRES ET PYROMANES NOTOIRES DES CRÉDITS IMPAYÉS

MOINS D'UN TIERS DES DÉFAUTS EST RESTRUCTURÉ À FIN 2019

❑ Moins d'un tiers des défauts est restructuré

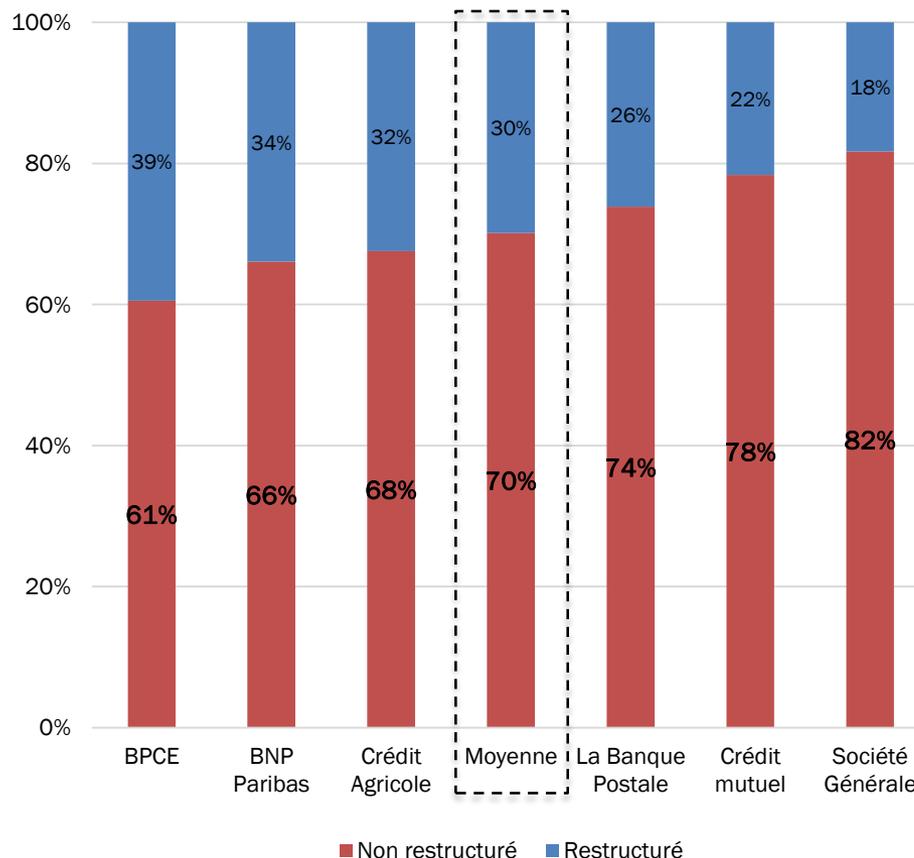
- Seulement 30 % des crédits en défaut ont été restructurés à fin 2019 ;
- La pratique est très minoritaire et bien trop hétérogène ;
- Cette situation est d'autant plus inacceptable qu'un groupe comme Société Générale qui dispose d'une proportion de défauts parmi les plus élevées, restructure le moins !

❑ Pourquoi les banques ne restructurent pas davantage ?

- Les banques n'ont aucune obligation de proposer des mesures de restructurations des crédits conso ;
- La charte de prévention du surendettement les engage à de très vagues diligences envers leurs clients ;
- Elles sont censées « proposer » un entretien permettant de faire « le point sur leur situation » et leur « proposer des solutions de paiements ».

Les crédits en défaut sont rarement restructurés

Répartition des encours de crédit en défaut selon qu'ils bénéficient ou pas d'une restructuration (en %)



Source : UFC-Que Choisir à partir du Spring 2020 EU-Wide Transparency Exercise, Autorité bancaire européenne, juin 2020. Les statistiques publiées ne permettent pas de distinguer les crédits et la zone géographique concernée.



2021 : L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS POUR LES EMPRUNTEURS

UNE EXPLOSION DES DÉFAUTS ET DU SURENDETTEMENT AVEC LA CRISE

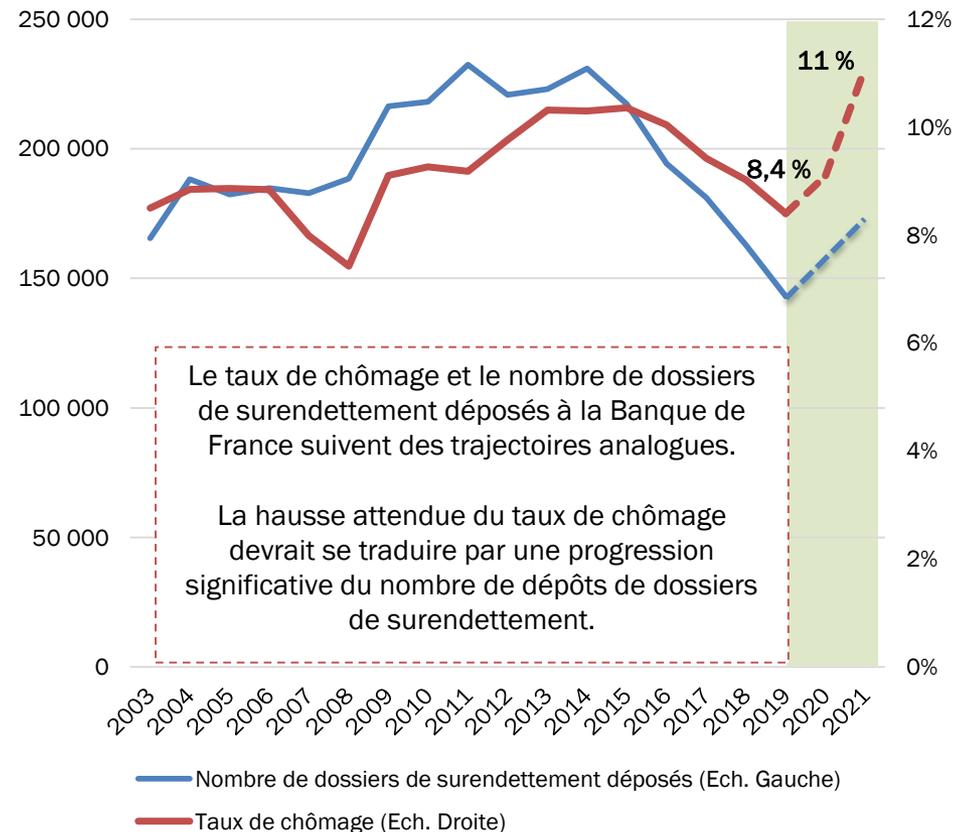
❑ Hausse des impayés avec la crise : un scénario « noir » comme étalon

- La crise de 2020 est inédite dans son ampleur ;
- Elle est plus grave que le scénario « noir » imaginé par l'ABE pour évaluer le risque d'une crise bancaire en 2018 ;
- Il prévoyait une hausse massive des défauts (+ 41 % après 1 an, + 126 % après 3 ans).

❑ Des prévisions plus sombres encore !

- Les dernières prévisions de la Banque de France quant à la récession et la hausse du chômage sont encore plus sombres ;
- 900 000 consommateurs pourraient perdre leur emploi d'ici 2021 ;
- Cette dynamique devrait conduire à une explosion du surendettement.

Le surendettement, corollaire au chômage
Comparaison des dépôts de dossiers de surendettement et du taux de chômage



Source : Banque de France. Ses prévisions ne portent pas sur les dépôts de dossiers de surendettement.

Sources :
Adverse macro-financial scenario for the 2018 EU-wide banking sector stress test, ESRB.
Prévisions macroéconomiques, Banque de France, septembre 2020.

2021 : L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS POUR LES EMPRUNTEURS

UN PLAN D'ACTION EUROPÉEN, MUTIQUE SUR LE CRÉDIT IRRESPONSABLE

❑ Crédits « pourris » : une directive européenne en préparation qui échoue à traiter le mal à sa racine

- Le Plan d'action présenté aujourd'hui par la Commission européenne entend réduire le poids des crédits « pourris » dans les bilans des banques pour les rendre plus solides ;
- Il souhaite faciliter la revente des crédits douteux à des sociétés de recouvrement ;
- Pourtant, il passe à côté du traitement du mal à sa racine ;
- Il ne cherche à remédier ni aux pratiques de distribution trop risquées, ni la mauvaise gestion par les banques des difficultés de remboursement de leurs clients.

❑ Vente de crédits douteux : une pratique commune

- Les banques sont déjà libres de revendre leurs crédits (douteux ou sains) à des tiers ;
- Ils sont généralement vendus « au rabais » à des sociétés de recouvrement ;
- En rachetant ces créances, elles acquièrent le droit de réclamer les sommes dues par les emprunteurs.

2021 : L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS POUR LES EMPRUNTEURS

LES VENTES DE CRÉDITS DOUTEUX DEVRAIENT DOUBLER POUR ATTEINDRE 7 MDS EN 2021

□ Une aubaine pour les sociétés de recouvrement

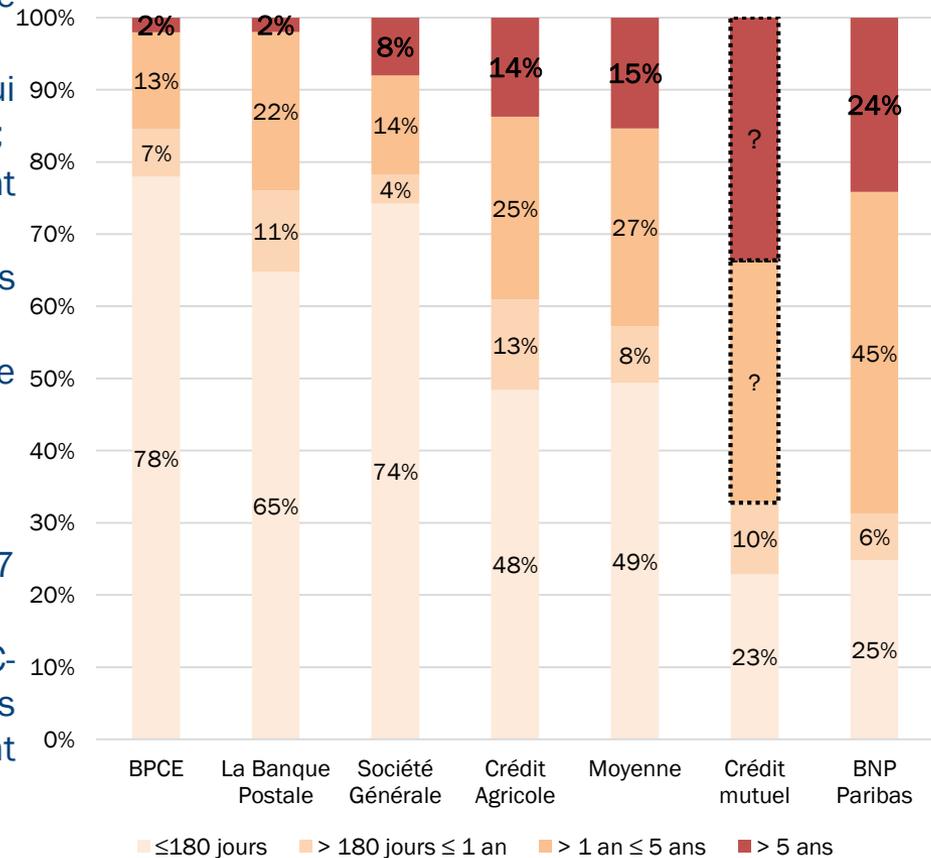
- Une norme européenne a renchéri le coût de gestion pour les banques des crédits douteux ;
- En particulier, celui des crédits anciens qui représentent une part significative des encours ;
- 8 Mds € sont « en retard » de remboursement depuis plus de 5 ans (15 % du total) ;
- Cette proportion atteint même 24 % des encours de BNP Paribas ;
- En conséquence, les banques sont plus que jamais incitées à les revendre.

□ Recouvrement : déjà une explosion des litiges !

- Les ventes pourraient doubler pour atteindre 7 milliards d'euros en 2021 ;
- Dès à présent, les associations locales de l'UFC-Que Choisir témoignent d'une explosion des plaintes, notamment d'un harcèlement permanent des emprunteurs.

Des crédits douteux très anciens

Répartition des crédits douteux par maturité d'impayé (en %)



Source : Calculs UFC-Que Choisir à partir des documents d'enregistrement universel des groupes bancaires.
NB : le Groupe Crédit Mutuel a adopté une nomenclature distincte qui ne permet pas de connaître la répartition précise des encours douteux au-delà de 1 an.

Mobilisée au côté des consommateurs durant la crise économique, notamment pour prévenir les risques d'effondrements budgétaires qu'ils encourent en raison du retour en force du crédit irresponsable, l'UFC-Que Choisir :

- Appelle à la prudence avant de souscrire un crédit à la consommation ;
- Met à disposition un dossier complet de [décryptage](#) des actions à engager lorsque les emprunteurs peinent à honorer leurs échéances de remboursement ainsi qu'un [courrier-type](#) permettant de solliciter un réaménagement de crédit ;
- Rappelle que son [réseau d'associations locales](#) peut les accompagner.

Parallèlement, face à la déferlante attendue des difficultés de remboursement des crédits à la consommation et au vu des dangers portés par le plan d'action de la Commission européenne, l'association appelle les législateurs européens à contraindre les banques à proposer une mesure de restructuration dès le deuxième incident de remboursement et, en tout état de cause, avant l'éventuelle cession d'un crédit douteux.

Enfin, compte tenu de l'ampleur des litiges déjà enregistrés au sein de ses associations locales, l'UFC-Que Choisir annonce qu'elle rendra publique la seconde partie de son étude en janvier qui portera sur l'analyse exhaustive des agissements délétères des sociétés de recouvrement. Dès à présent, elle met à la disposition des consommateurs un [arbre décisionnel](#) quant à la conduite à tenir en cas de tentative de recouvrement d'un crédit à la consommation.